

● (1720)

Les Canadiens sont reconnus partout dans le monde pour leur compétence dans le domaine de la prospection et du forage. Les petites sociétés indépendantes n'ont eu d'autre choix que de suivre les multinationales en Oklahoma, au Texas, dans la mer du Nord, en Indonésie, au Nigéria ou ailleurs, alors qu'elles pourraient et devraient poursuivre leur travail au Canada. Je me suis entretenu avec des entreprises de forage indépendantes. Peu leur importe qu'elles travaillent au Canada pour le compte de l'Imperial Oil, le gouvernement canadien ou celui de la Saskatchewan, mais le gouvernement du Canada refuse de collaborer; bien plus, il impose une taxe qui ne fait qu'entraver des entreprises comme la Saskoil. Ces entreprises indépendantes peuvent choisir entre végétier en Saskatchewan ou en Alberta et suivre les multinationales dans d'autres pays: ce n'est guère un choix.

J'aimerais exhorter le gouvernement à modifier considérablement ce budget. Les ministériels ne peuvent certainement pas croire vraiment que ce genre de budget est justifié ou nécessaire, et j'espère qu'ils reprendront certains des propos du député de Davenport et exposeront certaines des réserves qu'il a exprimées au sujet de la caisse d'assurance-chômage. J'espère que le gouvernement reconsidérera ce qu'il devrait faire et ce que devrait renfermer le budget et fera disparaître une partie de la psychose inflationniste et se souciera plus des gens. S'il le fait, il recevra l'appui de tous les députés. Il recevra d'emblée l'appui des Canadiens.

Pour le moment, le public est dégoûté. Le gouvernement n'a fait qu'accroître chez un trop grand nombre de Canadiens, le cynisme, le je-m'en-foutisme et l'égoïsme. C'est le moment de lancer un défi au pays et de proposer aux gens des programmes et des initiatives qui les stimuleront et qui répondront aux besoins de notre population aux chapitres du logement, du transport, de l'énergie et de l'environnement. Au lieu de cela, nous avons un budget qui ne fait que s'en prendre aux malades, aux personnes âgées et aux sans-abri. Le budget est immoral à trop d'égards, et je ne vois aucune raison, pour moi ou tout autre député, de l'appuyer.

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Madame l'Orateur, pour commencer mes remarques sur le budget, je pourrais dire qu'on aurait beaucoup plus compris et cru le ministre des Finances (M. Turner) s'il n'avait pas essayé d'imposer à l'économie privée des contraintes et des restrictions, bien que certaines soient valables et dans la bonne voie, et s'il les avait fait suivre de restrictions législatives concernant les dépenses du gouvernement fédéral. C'est la plus grande faiblesse de ce budget. Le ministre a essayé de donner l'impression qu'au nom du gouvernement il est intéressé à imposer de dures restrictions budgétaires aux dépenses du gouvernement, en disant que le secteur privé devrait aussi limiter ses dépenses. Après examen, les restrictions de dépenses gouvernementales que laisse supposer ce budget sont en grande partie illusoire. Le contribuable sera sans aucun doute le dernier à le savoir.

Le ministre a parlé d'apporter des restrictions à nos programmes de défense alors que nous sommes privés d'équipement neuf et moderne. Il a aussi parlé de restreindre les prêts, investissements et avances non statutaires. C'est à peu près la même chose que lorsque la ménagère dit à son mari qu'elle a réalisé des économies en n'achetant pas le manteau de fourrure ou les bijoux onéreux qu'elle convoitait. On nous dit qu'il y aura des coupures et des reports de 100 millions de dollars dans le domaine des

Budget—M. Ritchie

Transports, de la Défense, des Travaux publics et bien d'autres. Le ministre va ensuite réaliser d'autres économies en reportant des crédits aux Affaires extérieures, à l'Industrie et au Secrétariat d'État (M. Faulkner).

Il faudrait aussi nous dire si la Société pour l'expansion des exportations va aussi faire l'objet de compressions budgétaires. Apparemment, elle peut prêter de l'argent aux pays pétroliers à un taux nettement inférieur à ceux qu'on leur consent sur le marché international. L'ACDI fera-t-elle l'objet de compressions budgétaires? Va-t-on rogner sur le budget du Secrétaire d'État, qui a consacré tant d'argent à déplacer à travers notre pays des gens qui prenaient des cours de langue? On estime à 350 millions de dollars l'économie qui sera réalisée en limitant les crédits de Pétro-Canada, de la Banque fédérale de développement, de la Bourse fédérale d'hypothèques et de la Société du crédit agricole, mais le Parlement n'a même pas encore adopté la loi créant Pétro-Canada. En estimant qu'il était important de l'adopter d'urgence, le gouvernement fédéral s'est ridiculisé, et ne fera que diminuer encore les investissements dans le domaine de l'énergie. Voilà un cas où il serait bon de jeter le poisson avec la sauce.

La Banque fédérale de développement déclare qu'elle n'a accordé aucun prêt depuis que la loi a été adoptée. La Bourse fédérale d'hypothèques n'existe pas encore, et l'on ne saurait rogner sur le budget de la Société du crédit agricole sans faire planer des menaces considérables sur notre avenir économique. Le ministre a déclaré qu'il économiserait encore 130 millions de dollars sur des dépenses prévues par d'autres ministères et qu'il limiterait les frais de consultation d'experts, qui représentent à eux seuls près d'un milliard de dollars et font de la profession d'experts-conseils l'industrie qui prospère le plus rapidement au Canada.

Le ministre prétend aussi que l'on va diminuer de 25 p. 100 les augmentations de traitements au gouvernement, mais c'est fort douteux. La *Gazette* du vendredi 27 juin titre: «6,000 nouveaux emplois prévus à la Fonction publique». En dépit de son prétendu budget d'austérité, le gouvernement envisage de créer 9,200 postes à temps plein, ce qui portera le chiffre total de ses employés à 317,184. Il semble que ces mesures de modération soient illusoire parce qu'il existe toujours au gouvernement des postes vacants, environ 2 p. 100 selon les estimations. Normalement les ministères ne fonctionnent pas avec tout l'effectif qui leur est alloué, soit parce qu'ils manquent de crédits de dotation en personnel ou encore parce qu'ils ne peuvent trouver des personnes compétentes pour pourvoir aux postes vacants. On évite, paraît-il, d'avoir un effectif complet et de dépasser les crédits accordés en embauchant des experts-conseils de l'extérieur pour des travaux particuliers et en utilisant des employés de bureau temporaires. Rien ne semble indiquer que le gouvernement entend procéder à une réelle compression de personnel.

Quant aux programmes créateurs d'emplois, qui sont prolongés de deux ans, sur les 450 millions de dollars alloués, seuls peut-être les 70 millions destinés à la formation scolaire et en cours d'emploi seront vraiment utiles. Les crédits de 285 millions de dollars destinés aux emplois d'été et à d'autres activités sont plus contestables et semblent moins justifiés. Des programmes de ce genre semblent avoir un effet d'entraînement sur les tendances inflationnistes.